



> Lire cet article sur le site web

Comment la France se prépare à la guerre des grands fonds marins

Abonné Société

ENTRETIEN. Pour protéger ses intérêts dans les abysses maritimes, la France s'est dotée d'un commandement spécial et compte investir plus de 100 millions d'euros jusqu'en 2030. Dans un entretien accordé au JDD, le contre-amiral en charge de la maîtrise des fonds marins, Éric Lavault, détaille sa mission.

Propos recueillis par Nicolas Cuoco 23/03/2024 à 18:05, Mis à jour le 23/03/2024 à 18:23

Éric Lavault est le tout premier commandant de la Force d'action navale pour la maîtrise des fonds marins (MFM). © DR

Gazoducs sabotés à coup d'explosifs en mer Baltique, câbles de télécommunications endommagés en mer Rouge... Ces derniers mois, l'actualité nous a montré que les fonds marins étaient un domaine de conflictualité à part entière. Face à ces attaques, dont le niveau de préparation est lié à des puissances étatiques, la France se prépare. Forte du deuxième espace maritime mondial, elle possède 11 millions de km² qu'il faut surveiller et protéger jusque dans les plus grandes profondeurs. Depuis 2022, le contre-amiral Éric Lavault est le premier commandant de la force d'action navale dédiée à la maîtrise des fonds marins (MFM). Son rôle est de préparer la Marine nationale aux menaces en eaux profondes.

La suite après cette publicité

Le JDD. Présentez-nous l'ambition de la France pour 2030 en matière de lutte dans les grands fonds ?

Éric Lavault. Il y a eu quelques évolutions au cours de ces derniers mois. On ne parle plus de domaine de lutte, car on n'a pas forcément vocation à lutter. L'approche est un peu plus floue, car elle fait peser sur l'adversaire des incertitudes. Cependant, l'objectif reste le même avec la volonté de s'approprier un environnement qui est aujourd'hui contesté par des compétiteurs qui ont des capacités d'intervention par grands fonds. Ainsi, à l'horizon 2030, la France a vocation à acquérir deux robots téléopérés et deux drones pour connaître, surveiller et intervenir à 6 000 m. Cette profondeur permet d'accéder à 97 % des fonds marins.

L'ambition de notre pays se fait dans un contexte où l'on possède de plus en plus d'infrastructures dans les grands fonds. Ainsi, je peux citer les câbles de télécommunication, les gazoducs ou encore les câbles électriques des fermes éoliennes. Enfin, il faudra aussi protéger nos zones économiques exclusives d'outre-mer qui regorgent de ressources naturelles indispensables pour la transition énergétique.

La Russie et la Chine comme menaces

Comment défend-on tout cela dans des profondeurs extrêmes ?

La suite après cette publicité

Je pense qu'on les défend davantage par une connaissance intime de la situation maritime. Cela se fait en observant l'activité des bateaux des compétiteurs, en suivant les mouvements de leurs avions, des drones et des sous-marins par le biais de tous les capteurs dont on dispose aujourd'hui. C'est-à-dire nos frégates, nos satellites, nos sous-marins, nos avions de patrouille maritime, nos chaînes de sémaphores ou le MICA Center (NDLR : organisme favorisant l'échange d'information et la coopération afin de faire face aux menaces au sein du monde maritime).



[> Lire cet article sur le site web](#)

Pour l'instant, c'est difficile d'envisager, techniquement, de quelconques patrouilles de meutes de drones au fond des océans. Enfin, il y a un principe de réalité qui doit s'imposer à nous, c'est que les finances sont sous tension et que l'on ne peut pas tout faire.

Concrètement, à 6 000 m de profondeur, la France cherche à se défendre face à qui ?

Je n'ai pas besoin de vous faire un grand dessin. Il y a la Russie qui, par rapport aux déclarations récentes et à notre engagement vis-à-vis de l'Ukraine, est tout à fait capable de commettre des actions pour nous nuire. Donc, ça peut être dans les fonds marins, ça peut être dans le cyber et ça peut être dans l'espace. C'est ce que l'on appelle les « espaces communs » dans lesquels il est compliqué d'attribuer la paternité d'un acte malveillant. Les fonds marins se prêtent très bien à ce type d'activités. Ensuite, vient la Chine qui investit massivement dans le domaine...

Est-ce que la future loi de programmation militaire 2024-2030 prend la pleine mesure de tous ces enjeux avec seulement 104 millions consacrés au domaine ?

Cela est cohérent avec l'ambition nationale d'intervenir à 6 000 mètres. Je pense qu'il ne faut pas se concentrer uniquement sur les robots. Il faut également des hommes et des femmes entraînés et formés, un navire dédié à la MFM puis des infrastructures en mesure de les accueillir à terre. Donc, ma vigilance repose sur une approche globalement cohérente de la capacité.

Les câbles de télécommunication sont au cœur de l'actualité, avec un incident en mer Rouge, dû aux Houthis, qui aurait causé un ralentissement du débit internet entre le continent africain et asiatique. Si la France laissait faire un acteur malveillant dans ses eaux, que risquerait le pays en matière de connexion internet ?

Il faut quand même rappeler que la majorité des incidents sur les infrastructures sous-marines est accidentelle, tel que cela semble être le cas en mer Rouge dernièrement. Marseille est le premier hub européen de câbles sous-marins. Si vous les coupez, vous arrêtez de nombreuses connexions vers l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Asie.

Mais, à moins de subir des opérations de grande ampleur, on constate aujourd'hui que les opérateurs sont parfaitement capables de se reconfigurer lorsqu'il y a des coupures. Aujourd'hui, nous nous concentrons sur une autre menace.

Laquelle ?

Un vrai danger pèse également sur les infrastructures énergétiques. On a encore eu un exemple, en octobre dernier, avec l'incident sur le Baltic Connector entre la Finlande et l'Estonie. À cet endroit, un câble sous-marin et un pipeline ont été endommagés par un bateau qui, comme par hasard, a laissé traîner au fond son ancre, sur plusieurs kilomètres, à une vitesse de près de 15 km/h.

Cet épisode illustre que la principale menace aujourd'hui en Europe repose sur nos infrastructures énergétiques critiques : gazoducs, pipelines, câbles sous-marins et demain peut-être les câbles de nos fermes hydroliennes ou encore des fermes de données sous-marines.

La France se veut souveraine dans l'obtention de ses robots et drones capables d'agir à 6 000 mètres. Pourquoi ce choix ?

La stratégie nationale consiste toujours à valoriser la base industrielle et technologique de défense pour que l'on soit autonome et indépendant. C'est le mantra de la Direction générale de l'armement. Ainsi, l'objectif, c'est de développer une capacité souveraine,



> [Lire cet article sur le site web](#)

car effectivement, en la matière, les matériels qui sont des références mondiales ne sont pas français.

